

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2019

incluant

- Rapport semestriel d'activité 2019
- Etats financiers consolidés condensés au 30 juin 2019
- Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019
- Déclaration de la personne responsable du Rapport financier semestriel 2019



ECA SA
262 RUE DES FRERES LUMIERES
83 130 LA GARDE
www.ecagroup.com

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2019

(Extrait du communiqué de presse diffusé le 18 septembre 2019)

ECA GROUP : RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2019

- Carnet de commandes sans précédent à 545,5 millions d'euros
- Croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires et nette amélioration de la rentabilité
- Hausse de la capacité d'autofinancement à 7,5 millions d'euros
- Confirmation de l'objectif 2019

(en millions d'euros)	S1 2019 ¹	S1 2018	Variation
Carnet de commandes	545,5	98,7	+452,9 %
Chiffre d'affaires²	57,1	50,4	+13,3 %
EBITDA³	9,9	5,3	+85,4 %
<i>Marge d'EBITDA (%)</i>	17,3 %	10,6 %	+674 pbs
Résultat opérationnel courant	4,2	1,6	+157,2 %
Résultat opérationnel	3,8	0,9	+322,9 %
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	6,6 %	1,8 %	+484 pbs
Résultat financier	0,2	0,7	-67,3 %
Impôt sur le résultat	(0,7)	(0,6)	+24,5 %
Résultat net	3,3	1,0	+216,0 %
Résultat net part du groupe	3,2	1,0	+208,6 %

Pour le premier semestre 2019, le **chiffre d'affaires consolidé** d'ECA Group s'établit à 57,1 millions d'euros, en nette hausse de 13,3 %. A périmètre comparable, hors contribution des filiales SSI et EN Moteurs cédées en 2018, la hausse est de 13,9 %. Cette accélération repose sur la performance remarquable des pôles Robotique et Aérospatial qui bénéficient du dynamisme commercial enregistré depuis le début de l'exercice.

Au 30 juin 2019, le **carnet de commandes** du groupe atteint le niveau historique de 545,5 millions d'euros, multiplié par 5,5 par rapport au 30 juin 2018, il apporte une visibilité exceptionnelle pour les prochaines années.

L'**EBITDA** progresse de 85,4 % et atteint 9,9 millions d'euros. La marge d'EBITDA croît de 10,6 % au premier semestre 2018 à 17,3 % au premier semestre 2019. Elle traduit l'excellente progression dans le pôle Robotique, un retour à une meilleure profitabilité du pôle Aérospatial et l'application de la norme IFRS 16 – *Contrats de location* pour 1,1 million d'euros.

Le **résultat opérationnel courant** du premier semestre 2019 est en nette hausse de 157,2 %, il s'établit à 4,2 millions d'euros.

Après des **éléments non courants** de 0,4 million d'euros liés essentiellement à des coûts de restructurations dans les pôles Aérospatial et Simulation pour 0,3 million d'euros et des amortissements des incorporels reconnus à la juste valeur lors des acquisitions pour 0,1 million d'euros, le **résultat opérationnel** s'établit en hausse de 322,9 % à 3,8 millions d'euros. La marge opérationnelle ressort à 6,6 %, en nette hausse par rapport au premier semestre 2018.

Les **charges et produits financiers** contribuent favorablement au résultat pour 0,2 million d'euros grâce à des intérêts moratoires perçus dans le cadre de remboursement de créances de crédit d'impôt recherche.

Le **résultat net part du groupe** s'élève pour sa part à 3,2 millions d'euros, en croissance de 208,6 %.

L'impact de la première application de la norme IFRS 16 - *Contrats de location* s'élève à 1,1 million d'euros sur l'EBITDA mais est négligeable sur le résultat opérationnel et le résultat net (moins de 0,1 million d'euros).

¹ Première application de la norme IFRS 16 « *Contrats de location* » à compter du 1^{er} janvier 2019 (les impacts sont décrits dans l'annexe des comptes) sans modification rétrospective pour 2018.

² Le chiffre d'affaires arrêté diffère de 0,9 million d'euros du chiffre d'affaires publié le 28 juillet 2019 en raison de modifications sur certains contrats de modalités d'application de la norme IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* ».

³ Résultat opérationnel courant avant dotations nettes aux amortissements et provisions.

Performance par pôle

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires			EBITDA ³		
	S1 2019	S1 2018	Variation	S1 2019	S1 2018	Variation
Robotique	35,8	27,7	+29,6 %	9,3	4,0	+130,7 %
Aérospatial	18,7	16,8	+11,2 %	1,1	0,3	+237,8 %
Simulation	2,6	5,6	-54,3 %	(0,5)	1,0	-151,5 %
Ajustements⁴	-	0,3	n.s.	-	(0,1)	n.s.
Structure & éliminations	(0,0)	0,0	n.s.	(0,0)	0,1	n.s.
Consolidé	57,1	50,4	+13,3 %	9,9	5,3	+85,4 %

Le chiffre d'affaires du pôle **Robotique** s'élève à 35,8 millions d'euros au premier semestre 2019, en croissance de 29,6 % par rapport au premier semestre 2018. Le pôle affiche une performance remarquable ce semestre grâce au bon niveau du carnet de commandes et au démarrage du contrat de chasse aux mines pour les marines belge et néerlandaise. Le groupe a reconnu une partie du chiffre d'affaires qui pourra être comptabilisé cette année sur le contrat, les équipes sont mobilisées et les recrutements en cours, la phase d'études du projet a commencé.

Compte tenu du bon niveau d'activité, l'EBITDA du pôle ressort en hausse de 130,7 % à 9,3 millions d'euros, soit une marge d'EBITDA de 26,0 %, contre 14,6 % à la même période de l'année précédente. Le résultat opérationnel du pôle est multiplié par plus de 5 à 5,1 millions d'euros ce semestre, contre 0,9 million d'euros au premier semestre 2018. Le résultat du pôle bénéficie de 1 million d'euros de mise à la juste valeur de la participation dans WANDERCRAFT.

Le carnet de commandes du pôle s'établit à 517,5 millions d'euros au 30 juin 2019, multiplié par plus de 7 par rapport au 30 juin 2018. Il inclut la commande majeure auprès des marines belge et néerlandaise pour douze navires de chasse aux mines et offre une visibilité exceptionnelle pour les prochaines années.

Le chiffre d'affaires du pôle **Aérospatial** ressort en hausse de 11,2 % au premier semestre 2019. Cette performance remarquable est liée au bon niveau de commandes enregistré depuis le début de l'exercice, la montée en cadence des *Ground Support Equipment* et un effet de base favorable.

La marge d'EBITDA du pôle s'établit à 5,9 % ce semestre, contre 1,9 % au premier semestre 2018. Le pôle affiche une nette amélioration de sa rentabilité avec la montée en cadence des projets malgré la perturbation engendrée ce semestre par le déménagement de l'ensemble des activités toulousaines du pôle sur un site commun. Le résultat opérationnel est de -0,4 million d'euros, contre -0,5 million d'euros au premier semestre 2018, impacté par des coûts de restructuration liés au déménagement pour un montant de 0,3 million d'euros.

Le carnet de commandes ressort à 26,2 millions d'euros, en hausse de 12,8 % par rapport au 30 juin 2018.

Le chiffre d'affaires du pôle **Simulation** s'établit à 2,6 millions d'euros au premier semestre 2019, contre 5,6 millions d'euros au premier semestre 2018, pénalisé par l'achèvement du contrat pour les simulateurs de conduite militaire. La Simulation représente moins de 5 % du chiffre d'affaires du groupe.

L'EBITDA du pôle ressort en baisse à -1,5 million d'euros, impacté par une sous-charge ponctuelle de l'activité. Le résultat opérationnel s'établit à -1,0 million d'euros comparé à 0,6 million d'euros au premier semestre 2018.

Le carnet de commandes est de 1,7 million d'euros au 30 juin 2019.

Situation financière

Le flux de trésorerie opérationnelle du semestre s'élève à 4,5 millions d'euros. La capacité d'autofinancement enregistre une amélioration de 4,9 millions d'euros par rapport à 2018 (dont 1,1 million du fait de l'application d'IFRS 16), en revanche le besoin en fonds de roulement progresse de 2,1 millions d'euros sur la période.

Au 30 juin 2019, la dette nette (hors dette de loyers résultant de l'application de la norme IFRS 16 et y compris la valeur de l'autocontrôle) s'élève à 9,7 millions d'euros, contre 12,8 millions d'euros au 1^{er} janvier 2019.

Perspectives 2019

Pour 2019, le groupe confirme que son objectif d'une croissance du chiffre d'affaires supérieure à 5 % devrait être nettement dépassé.

Dans le pôle Aérospatial, le bon niveau du carnet de commandes permet d'anticiper une performance solide au second semestre. La dynamique commerciale reste favorable notamment dans le secteur des *Automated Guided Vehicles*, déclinaison du savoir-faire du groupe dans les drones et

⁴ Les données sectorielles 2018 sont ajustées de la contribution des activités dont la fermeture ou la cession avait été décidée en 2017 (cession du fonds de commerce de SSI en août 2018 dans le pôle Simulation).

véhicules terrestres, ces nouveaux développements suscitent des marques d'intérêt importantes notamment dans le secteur aéronautique. ECA Group anticipe un potentiel significatif pour cette activité à moyen terme.

Le groupe attend des appels d'offres significatifs dans le pôle Simulation qui devraient contribuer au redressement de l'activité.

Enfin, dans la Robotique, la performance devrait continuer d'être de très bon niveau, portée par l'exécution du contrat belgo-néerlandais pour la fourniture de 12 navires de chasse aux mines. De nouvelles opportunités de contrats de chasse aux mines sont d'ores et déjà identifiées dans plusieurs pays.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2019

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE

Actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
ACTIFS NON COURANTS		62 176	53 426	52 334
Écarts d'acquisition	6.1	17 079	17 483	17 079
Autres immobilisations incorporelles	6.2	18 999	19 708	20 046
Immobilisations corporelles	6.3	8 914	10 400	10 156
Droits d'utilisation	6.4	10 295	-	-
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats	4.3	1 866	1 651	1 435
Participations dans les entreprises associées		5	5	5
Autres actifs financiers	8.5	2 731	1 787	1 704
Actifs d'impôt différé	9.2	2 286	2 393	1 908
Autres actifs non courants		-	-	-
ACTIFS COURANTS		117 594	95 579	105 139
Stocks nets	4.2	20 593	18 434	18 495
Actifs sur contrats	4.4	28 052	19 400	27 206
Créances clients nettes	4.4	38 977	28 125	31 473
Autres actifs courants	4.5	9 811	6 776	6 333
Actifs d'impôt exigible	9.1	13 928	13 887	15 405
Autres actifs financiers courants		9	-	-
Trésorerie et autres équivalents	8.2	6 225	8 958	6 227
ACTIFS DESTINÉS A LA VENTE		-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF		179 769	149 006	157 473

* Colonnes juin 2018 et décembre 2018 retraitées des éléments détaillés en note 1.3.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE

Passif et capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		77 116	73 032	77 783
Capital ⁽¹⁾	10.1	4 429	4 429	4 429
Primes		41 441	41 441	41 441
Réserves et résultat consolidés		31 246	27 162	31 913
INTERETS MINORITAIRES		362	264	333
PASSIFS NON COURANTS		20 852	9 877	11 769
Provisions long terme	5.2	5 347	5 015	4 833
Dettes financières à long terme – part à plus d'un an	8.1	6 352	4 335	6 290
Dettes de loyer - part à plus d'un an	8.3	8 511	-	-
Autres passifs financiers	8.4	343	227	347
Passifs d'impôts différés	9.2	-	-	-
Avances conditionnées		300	300	300
PASSIFS COURANTS		81 439	65 832	67 588
Provisions court terme	5.2	2 824	3 667	2 854
Dettes financières à long terme – part à moins d'un an	8.1	11 512	16 792	13 610
Dettes de loyer - part à moins d'un an	8.3	1 788	-	-
Autres passifs financiers courants		-	-	16
Passifs sur contrats	4.4	23 193	17 858	17 312
Dettes fournisseurs d'exploitation	4.6	16 575	9 231	14 105
Autres passifs courants	4.6	25 548	18 284	19 597
Passifs d'impôt exigible	9.1	-	-	94
PASSIFS DESTINÉS A LA VENTE		-	-	-
TOTAUX DU PASSIF		179 769	149 006	157 473

* Colonnes juin 2018 et décembre 2018 retraitées des éléments détaillés en note 1.3.

⁽¹⁾ De l'entreprise mère consolidante.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
CHIFFRE D'AFFAIRES	3.2	57 098	50 415	102 063
Production immobilisée		1 265	2 021	4 955
Production stockée		1 846	1 105	1 385
Autres produits de l'activité		2 303	1 774	4 243
Achats consommés et charges externes		(31 818)	(26 921)	(53 933)
Charges de personnel		(21 080)	(22 234)	(42 593)
Impôts et taxes		(560)	(626)	(1 334)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	4.1	(5 716)	(3 714)	(7 448)
Autres produits et charges d'exploitation		845	(194)	(276)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		4 182	1 626	7 062
Éléments non courants du résultat opérationnel	3.1	(411)	(733)	88
RESULTAT OPERATIONNEL		3 772	892	7 150
Intérêts financiers relatifs à la dette brute		(57)	(75)	(140)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents		3	19	25
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (A)		(54)	(56)	(115)
Autres produits financiers (b)		387	868	915
Autres charges financières (c)		(95)	(86)	(132)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS (D=A+B+C)	8.6	238	727	668
Impôt sur le résultat	9.1	(717)	(576)	(1 908)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		-	-	-
RESULTAT APRES IMPOTS DES ACTIVITES POURSUIVIES		3 293	1 042	5 909
Résultat net des activités non poursuivies		-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		3 293	1 042	5 909
RESULTAT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA MERE		3 206	1 039	5 831
RESULTAT ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE		87	3	79
Nombre moyen d'actions	10.2	8 781 765	8 779 367	8 779 553
Résultat net par action de base et dilué, en euros	10.2	0,365	0,118	(0,664)

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
RESULTAT NET	3 293	1 042	5 909
Écarts de conversion	(1)	(50)	(48)
Impôts sur écarts de conversion	-	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	(484)	32	121
Impôts sur les écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	121	(8)	(35)
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(364)	(26)	43
- dont éléments recyclables ultérieurement en résultat	(364)	(26)	43
- dont éléments non recyclables ultérieurement en résultat	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	2 929	1 016	5 952
RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA MERE	2 851	1 008	5 874
RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE	78	8	78

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
RÉSULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	3 293	1 042	5 909
Charges et produits calculés	3 489	1 179	3 672
Plus et moins-values de cessions	(36)	(334)	(1 453)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)	6 746	1 888	8 128
Coût de l'endettement financier net	54	56	115
Charge d'impôt	717	576	1 908
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)	7 516	2 520	10 151
Impôts versés	(982)	(440)	(1 338)
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 055)	2 167	(4 110)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	4 479	4 248	4 703
Opérations d'investissement			
Décaissement / acquisition immobilisations incorporelles	(1 163)	(2 000)	(4 320)
Décaissement / acquisition immobilisations corporelles	(1 160)	(750)	(2 018)
Encaissement / cession immobilisations corporelles et incorporelles	50	48	78
Décaissement / acquisition immobilisations financières	(42)	(343)	(414)
Encaissement / cession immobilisations financières	13	15	43
Trésorerie nette / acquisitions et cessions de filiales	797	(3)	1 668
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 506)	(3 033)	(4 964)
Opérations de financement			
Augmentations de capital ou apports	-	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-	-	-
Dividendes versés aux minoritaires	(46)	-	-
Encaissements provenant d'emprunts	1 000	231	2 413
Remboursement d'emprunts	(3 762)	(3 049)	(6 583)
Coût de l'endettement financier net	(49)	(56)	(111)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(2 855)	(2 874)	(4 282)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS POURSUIVIES	118	(1 659)	(4 543)
Flux de trésorerie généré par les activités non poursuivies	-	-	-
VARIATION DE TRÉSORERIE	118	(1 659)	(4 543)
<i>Incidence des variations de taux de change</i>	1	-	6
TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	6 096	10 628	10 628
<i>Reclassement de trésorerie</i>	8	(22)	4
TRÉSORERIE A LA CLOTURE	6 224	8 947	6 096

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Part du groupe ou des propriétaires de la société mère						Total capitaux propres
	Capital	Réserves liées au capital	Actions d' auto-contrôle	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres – part du groupe ou des propriétaires de la société mère	Capitaux propres – part des Minoritaires ou participations ne donnant pas le contrôle	
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2018	4 429	41 441	(897)	32 810	77 783	333	78 117
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Engagement envers les minoritaires	-	-	-	4	4	-	4
Opérations sur actions d'autocontrôle	-	-	21	-	21	-	21
Dividendes	-	-	-	(3 543)	(3 543)	(49)	(3 592)
<i>Résultat net de l'exercice</i>	-	-	3 376	3 206	87	3 293	3 206
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	-	-	(354)	(354)	(10)	(364)	(354)
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ *	-	-	3 022	2 851	78	2 929	2 851
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLOTURE JUIN 2019	4 429	41 441	(1 045)	32 291	77 116	362	77 478

(en milliers d'euros)	Part du groupe ou des propriétaires de la société mère						Total capitaux propres
	Capital	Réserves liées au capital	Actions d' auto-contrôle	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres – part du groupe ou des propriétaires de la société mère	Capitaux propres – part des Minoritaires ou participations ne donnant pas le contrôle	
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2017	4 429	41 441	(1 054)	26 996	71 812	157	71 970
Impact IFRS15	-	-	-	(120)	(120)	-	(120)
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2017 RETRAITE *	4 429	41 441	(1 054)	26 876	71 692	157	71 849
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Engagement envers les minoritaires	-	-	-	206	206	-	206
Opérations sur actions d'autocontrôle	-	-	(29)	-	(29)	-	(29)
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
<i>Résultat net de l'exercice</i>	-	-	9	1 030	1 039	3	1 042
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	-	-	-	(31)	(31)	5	(26)
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	-	-	9	999	1 008	8	1 016
Variations de périmètre	-	-	-	155	155	98	253
CAPITAUX PROPRES CLOTURE JUIN 2018	4 429	41 441	(1 075)	28 237	73 032	264	73 296

* Retraité des éléments détaillés en note 1.3.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES CONDENSES

Les comptes semestriels consolidés condensés d'ECA SA couvrent une période de 6 mois, du 1^{er} janvier au 30 juin 2019. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 16 septembre 2019.

Le Groupe constate des variations saisonnières de ses activités qui peuvent affecter, d'un semestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires. Ainsi, les résultats intermédiaires ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'année 2019.

Les faits marquants du premier semestre sont développés dans le rapport d'activité.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Principes comptables

Le Groupe prépare des états financiers consolidés selon une périodicité semestrielle, conformément à la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* ». Ils n'incluent pas toute l'information requise pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils figurent dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 avril 2019 sous le numéro D.19-0355.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2019. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, à l'exception de l'application IFRS 16 – *Contrats de location*.

Le Groupe a appliqué l'ensemble des normes, amendements et interprétations d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS 16 – *Contrats de location* ; l'application de cette norme est décrite en note 1.3.1 ;
- IFRIC 23 – *Incertitude relative aux traitements fiscaux* ;
- amendements IFRS 9 - *Clause de remboursement anticipé avec une pénalité* ;
- amendements IAS 19 – *Avantages au personnel* ;
- améliorations des cycles 2015-2017 ;
- amendement IAS 28 - *Intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise* ;

Hors IFRS 16 ces nouveaux textes n'ont pas d'incidence significative sur les comptes du groupe.

Le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes, qui n'ont pas été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2019 ou dont l'application n'est pas obligatoire dès le 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS 17 - *Contrats d'assurance* ;
- amendements d'IFRS 3 - *Définition d'une activité* ;
- amendements IAS 1 et IAS 8 - *Définition de la matérialité dans les états financiers* ;
- amendements aux Références du cadre conceptuel dans les normes IFRS.

1.2 Méthodes et règles d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les instruments de couverture sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs,
- l'évaluation des provisions pour risques et charges,
- l'évaluation des résultats à terminaison des affaires en cours,
- l'évaluation des engagements de retraite.

Les sociétés intégrées exerçant leur activité dans des secteurs différents, les règles de valorisation et de dépréciation de certains postes sont spécifiques au contexte de chaque entreprise.

Les méthodes et règles d'évaluation appliquées pour les comptes consolidés semestriels sont similaires à celles décrites dans l'annexe aux comptes consolidés 2018 (Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 17 avril 2019), à l'exception de ce qui est décrit en note 1.2 concernant la mise en œuvre de la norme IFRS 16.

1.3 Retraitements des informations financières des exercices antérieurs et au 1^{er} janvier 2019

Les comptes au 1^{er} janvier 2019 ont été modifiés principalement pour deux raisons : la modification des comptes au 31 décembre 2018 relative à des reclassements mineurs dans le cadre de l'application de la norme IFRS 15 ; la première mise en œuvre au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16. Dans l'ensemble de l'annexe, les informations relatives à 2019 sont comparées aux informations 2018 retraitées tel qu'expliqué ci-dessous.

1.3.1 Application d'IFRS 16 – Contrats de location

Le groupe a mis en œuvre pour la première fois la norme IFRS 16 – *Contrats de location* applicable au 1^{er} janvier 2019. Le groupe ayant fait le choix de la méthode rétrospective simplifiée, les états financiers du premier semestre 2019 n'incluent pas de comptes comparatifs 2018 retraités des effets de l'application de cette nouvelle norme, mais le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2019 est ajusté.

La nouvelle norme sur les contrats de location, IFRS 16 met davantage l'accent sur le contrôle de l'actif loué. IFRS 16 remplace les normes existantes en matière de contrats de location. Selon IFRS 16, le Groupe doit comptabiliser des actifs (correspondant aux droits d'utilisation des actifs sous-jacents) et des passifs de loyers au titre de ses obligations à payer le loyer pour tous ses contrats de location. La valeur de l'actif (droit d'utilisation) et de la dette de location est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements futurs de loyers, ainsi que des paiements estimés à la fin du contrat. La durée de location est définie contrat par contrat et correspond à la période ferme de l'engagement en tenant compte des périodes optionnelles qui seront raisonnablement certaines d'être exercées. Le droit d'utilisation comptabilisé à l'actif est amorti sur la durée restante des contrats de location. Le Groupe applique les exemptions prévues par la norme pour les contrats ayant une durée de 12 mois ou moins et pour les contrats pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur (moins de 5 000 USD) lorsqu'il est nouveau. Ces loyers sont comptabilisés directement en charges. Par ailleurs, les mesures de simplification suivantes ont été appliquées à la transition :

- les contrats avec une durée résiduelle inférieure à 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2019 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'un actif et d'une dette ;
- les contrats qualifiés de location financement selon la norme IAS 17 anciennement applicable ont été repris à l'identique de 2018 mais sont désormais présentés au sein des dettes de loyer et des droits d'utilisation ;
- les taux d'actualisation appliqués à la date de transition sont basés sur les taux d'emprunt marginaux par nature de bien du Groupe à la date de transition.

Les contrats conclus par le Groupe entrant dans le champ d'application de cette norme concernent principalement :

- les locations immobilières ;
- les locations de véhicules et autres équipements.

Le Groupe a retenu la méthode « rétrospective simplifiée » prévue par la norme qui consiste à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale comme un ajustement sur les capitaux propres d'ouverture en considérant que l'actif au titre du droit d'utilisation est égal au montant des obligations locatives, ajusté du montant des loyers payés d'avance.

L'engagement de loyers relatifs aux contrats de location simple dont le groupe est preneur s'élevait au 31 décembre 2018 à 4,05 millions d'euros. L'application rétrospective simplifiée de la norme IFRS 16 a conduit à la comptabilisation au 1^{er} janvier 2019 d'un passif de loyers de 4,86 millions d'euros. La différence de 0,81 million d'euros se décompose entre :

- la dette relative aux contrats de location financement pour 0,11 million d'euros comptabilisée en dettes financières au 31 décembre 2018 ;
- l'effet de l'actualisation pour -0,31 million d'euros ;
- des écarts sur le périmètre des contrats retraités pour 0,09 million d'euros ;
- des différences entre la période d'engagement et la durée raisonnablement certaine finalement retenue pour certains contrats pour 0,92 million d'euros.

Les contrats de location retraités selon IFRS 16 ont une valeur totale de 10 164 milliers d'euros au bilan et un impact semestriel très limité au compte de résultat en net (-132 milliers d'euros). En revanche, la nature des charges liées à ces contrats de location a changé, puisque l'application d'IFRS 16 a remplacé la comptabilisation sur une base linéaire des charges au titre des contrats de location simple par une charge d'amortissement pour les actifs « droit d'utilisation » s'élevant à 1 166 milliers d'euros (dont 4,1 milliers d'euros relatifs aux contrats de location financement qui étaient valorisés en application d'IAS 17) et par une charge d'intérêt pour les passifs liés aux contrats de location s'élevant à 34 milliers d'euros au 30 juin 2019. Les impacts de l'application de la norme sur les comptes du semestre sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Immobilier	Autres actifs corporels	Charges constatées d'avance	Totaux nets à l'actif	Dettes de loyer au passif
Contrats de location financement reclassés	-	117	-	117	110
Contrats de location simples	4 529	428	(213)	4 744	4 753
01/01/2019	4 529	545	(213)	4 860	4 863
Nouveaux contrats	6 284	103	-	6 387	6 387
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Amortissement des droits d'utilisation	(970)	(196)	-	(1 166)	-
Charges d'intérêts	-	-	-	-	34
Paiements (charges de loyers annulées)	-	-	83	83	(989)
Variation de la dette	-	-	-	-	3
Ecarts de conversion	-	-	-	-	-
30/06/2019	9 843	452	(130)	10 164	10 298
					dont dettes de loyers à moins d'un an 1 788
					dont dettes de loyers à plus d'un an 8 511

1.3.2 Impacts des retraitements sur les états financiers

Retraitement des comptes au 30 juin 2018

Les retraitements apportés aux comptes au 30 juin 2018 concernent des reclassements mineurs d'actifs dans le cadre de l'application de la norme IFRS 15.

(en milliers d'euros)	30/06/2018 publié	Ajustements	30/06/2018 retraité
ACTIFS NON COURANTS	53 426	-	53 426
Ecarts d'acquisition	17 483	-	17 483
Autres immobilisations incorporelles	19 708	-	19 708
Immobilisations corporelles	10 400	-	10 400
Coûts d'obtention et d'exécution des contrats	1 651	-	1 651
Participations dans les entreprises associées	5	-	5
Autres actifs financiers	1 787	-	1 787
Actifs d'impôt différé	2 393	-	2 393
Autres actifs non courants	-	-	-
ACTIFS COURANTS	95 571	8	95 579
Stocks nets	17 156	1 278	18 434
Créances clients nettes	19 400	-	19 400
Actifs sur contrats	29 394	(1 269)	28 125
Autres actifs courants	6 776	-	6 776
Actifs d'impôt exigible	13 887	-	13 887
Trésorerie et autres équivalents	8 958	-	8 958
ACTIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF	148 997	8	149 006

(en milliers d'euros)	30/06/2018 publié	Ajustements	30/06/2018 retraité
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	73 032	-	73 032
INTERETS MINORITAIRES	264	-	264
PASSIFS NON COURANTS	9 877	-	9 877
PASSIFS COURANTS	65 824	8	65 832
Provisions court terme	3 667	-	3 667
Dettes financières à long terme – part à moins d'un an	16 792	-	16 792
Passifs sur contrats	9 222	8	9 231
Dettes fournisseurs d'exploitation	17 858	-	17 858
Autres passifs courants	18 284	-	18 284
Passifs d'impôt exigible	-	-	-
PASSIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-
TOTAUX DU PASSIF	148 997	8	149 006

Retraitement des comptes au 31 décembre 2018 et impacts d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019

Les impacts des modifications apportées aux états financiers 2018 ainsi que l'impact d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 sont décrits dans les tableaux suivants :

(en milliers d'euros)	31/12/2018 publié	Ajustements	31/12/2018 retraité	Impact IFRS 16	1/1/2019 retraité
ACTIFS NON COURANTS	52 334	-	52 334	4 957	57 291
Ecarts d'acquisition	17 079	-	17 079	-	17 079
Autres immobilisations incorporelles	20 046	-	20 046	-	20 046
Immobilisations corporelles	10 156	-	10 156	(117)	10 040
Droits d'utilisation	-	-	-	5 074	5 074
Coûts d'obtention et d'exécution des contrats	1 435	-	1 435	-	1 435
Participations dans les entreprises associées	5	-	5	-	5
Autres actifs financiers	1 704	-	1 704	-	1 704
Actifs d'impôt différé	1 908	-	1 908	-	1 908
Autres actifs non courants	-	-	-	-	-
ACTIFS COURANTS	105 089	50	105 139	(207)	104 932
Stocks nets	17 732	763	18 495	-	18 495
Créances clients nettes	27 206	-	27 206	-	27 206
Actifs sur contrats	32 186	(713)	31 473	-	31 473
Autres actifs courants	6 333	-	6 333	(207)	6 126
Actifs d'impôt exigible	15 405	-	15 405	-	15 405
Trésorerie et autres équivalents	6 227	-	6 227	-	6 227
ACTIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF	157 423	50	157 473	4 751	162 224

(en milliers d'euros)	31/12/2018 publié	Ajustements	31/12/2018 retraité	Impact IFRS 16	1/1/2019 retraité
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	77 783	-	77 783	-	77 783
INTERETS MINORITAIRES	333	-	333	-	333
PASSIFS NON COURANTS	11 769	-	11 769	3 328	15 097
Provisions long terme	4 833	-	4 833	-	4 833
Dettes financières à long terme - part à plus d'un an	6 290	-	6 290	(110)	6 180
Dettes de loyer - part à plus d'un an	-	-	-	3 438	3 438
Autres passifs financiers	347	-	347	-	347
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-
Autres passifs non courants	300	-	300	-	300
PASSIFS COURANTS	67 538	50	67 588	1 423	69 010
Provisions court terme	2 854	-	2 854	-	2 854
Dettes financières à long terme - part à moins d'un an	13 610	-	13 610	-	13 610
Dettes de loyer - part à moins d'un an	-	-	-	1 424	1 424
Autres passifs financiers courants	16	-	16	-	16
Dettes fournisseurs d'exploitation	17 312	-	17 312	(2)	17 310
Passifs sur contrats	14 055	50	14 105	-	14 105
Autres passifs courants	19 597	-	19 597	-	19 597
Passifs d'impôt exigible	94	-	94	-	94
PASSIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-	-	-
TOTAUX DU PASSIF	157 423	50	157 473	4 751	162 224

NOTE 2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés ECA AEROSPACE, ELTA et ECA SINTERS ont fusionné en date du 3 janvier 2019, sans impact sur les comptes du groupe. La liste complète des sociétés consolidées figure en note 14.

Le périmètre de consolidation n'a pas connu d'évolution au premier semestre 2019.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 – *Secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Les trois pôles définis comme secteurs opérationnels et leurs principales filiales sont les suivants :

- pôle « ROBOTIQUE » : ECA ROBOTICS, MAURIC, ECA GROUP ASIA et TRITON.
- pôle « AEROSPACE » : ECA AEROSPACE, ECA AUTOMATION ;
- pôle « SIMULATION » : ECA FAROS.

Les indicateurs clés par pôle présentés dans les tableaux ci-après sont les suivants :

- le carnet de commandes, qui correspond au chiffre d'affaires restant à comptabiliser au titre des commandes enregistrées ;
- le chiffre d'affaires, qui inclut le chiffre d'affaires réalisé avec les autres pôles ;
- l'EBITDA ;
- le résultat opérationnel courant ;
- le résultat opérationnel ;
- les frais de Recherche et de Développement inscrits à l'actif au cours de l'exercice ;
- les autres investissements corporels et incorporels

3.1 Réconciliation des indicateurs non strictement comptables et sectoriels avec le résultat opérationnel consolidé

Le Groupe utilise des informations financières sectorielles à caractère non strictement comptable, dans un but informatif, de gestion et de planification, car ces informations lui semblent pertinentes pour évaluer la performance de ses activités pérennes. Ces informations complémentaires ne peuvent se substituer à toute mesure des performances opérationnelles et financières à caractère strictement comptable. Les données présentées par le Groupe sont toujours des données consolidées non ajustées comme les données sectorielles, sauf à ce qu'il soit expressément précisé le contraire.

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et des charges autres que :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les autres produits et charges financiers ;
- la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence ;
- les impôts sur les résultats.

Pour améliorer la comparabilité des exercices et améliorer le suivi des performances opérationnelles, le Groupe a décidé d'isoler les éléments non courants du résultat opérationnel et de faire apparaître un « Résultat opérationnel courant ». Il utilise également un indicateur d'EBITDA. Ces indicateurs non strictement comptables ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises.

- Les éléments non courants du résultat opérationnel incluent notamment le coût des actions de restructuration, constaté ou intégralement provisionné, dès lors qu'il constitue un passif résultant d'une obligation du Groupe vis-à-vis de tiers ayant pour origine une décision prise par un organe compétent matérialisé avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés et à condition que le Groupe n'attende plus de contrepartie de ces coûts. Ces coûts sont essentiellement constitués d'indemnités au titre de la fin des contrats de travail, des indemnités de licenciement, ainsi que de dépenses diverses. Les autres éléments non courants du résultat opérationnel concernent les coûts d'acquisition et de cessions d'activités, l'amortissement des incorporels acquis enregistrés dans le cadre de regroupements d'entreprises, les pertes de valeur des écarts d'acquisition et tous éléments inhabituels par leur survenance ou leur montant.

- L'EBITDA (*Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization*) est défini par le Groupe comme étant le résultat opérationnel avant amortissements, pertes de valeurs, charges liées à l'attribution gratuite d'actions et éléments non courants du résultat opérationnel.

Les comptes de résultat sectoriels 2019 et 2018 sont rapprochés ci-dessous des comptes consolidés du Groupe. Ils sont établis conformément au reporting opérationnel du Groupe.

Mis en forme : Français (France)

Les différences entre l'information sectorielle (reporting interne) et les comptes consolidés concernent notamment le périmètre des activités suivies. En 2018 le Groupe n'intégrait plus dans son reporting deux filiales étrangères devenues non stratégiques qui étaient en cours de cession ou fermeture de façon certaine. Des provisions au titre de l'arrêt prévu de ces activités avaient été constituées en 2017 et aucun impact significatif de ces activités sur le compte de résultat du Groupe n'était envisageable en 2018. Ces projets de fermeture ou cession ne respectaient toutefois pas les conditions justifiant d'appliquer la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*.

Les agrégats entre le résultat opérationnel et le résultat net ne sont pas suivis par secteurs dans le reporting opérationnel du Groupe.

1^{ER} SEMESTRE 2019

(en milliers d'euros)	Aerospace	Robotique	Simulation	Structure et éliminations	Consolidé
Carnet de commandes début de période	23 244	94 502	2 520	-	120 267
Carnet de commandes fin de période	26 245	517 546	1 706	(17)	545 481
CHIFFRE D'AFFAIRES	18 720	35 838	2 570	(30)	57 098
Production immobilisée	186	945	134	-	1 265
Production stockée	594	1 317	(65)	-	1 846
Autres produits de l'activité	250	1 884	168	-	2 303
Achats consommés	(12 266)	(18 706)	(1 490)	643	(31 819)
Charges de personnel	(6 197)	(12 484)	(1 769)	(630)	(21 080)
Impôts et taxes	(199)	(290)	(63)	(8)	(560)
Autres produits et charges d'exploitation	20	811	(4)	19	845
EBITDA	1 108	9 315	(519)	(6)	9 898
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>5,9%</i>	<i>26,0%</i>	<i>-20,2%</i>	<i>n/a</i>	<i>17,3%</i>
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(1 253)	(4 125)	(429)	90	(5 716)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(144)	5 191	(947)	84	4 182
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>-0,8%</i>	<i>14,5%</i>	<i>-36,9%</i>	<i>n/a</i>	<i>7,3%</i>
Coûts de restructurations	(268)	-	(31)	-	(299)
Amortissement des incorporels reconnus à la JV lors des acquisitions	-	(111)	-	-	(111)
Totaux des éléments non courants	(268)	(111)	(31)	-	(411)
RESULTAT OPERATIONNEL	(413)	5 079	(978)	84	3 772
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>-2,2%</i>	<i>14,2%</i>	<i>-38,1%</i>	<i>n/a</i>	<i>6,6%</i>
Frais de recherche et développement activés sur l'exercice	146	855	134	-	1 136
Autres investissements corporels et incorporels	745	263	7	174	1 189

1^{ER} SEMESTRE 2018

(en milliers d'euros)	Aerospace	Robotique	Simulation	Structure et éliminations	Total sectoriel	Ajustements ⁽¹⁾	Consolidé
Carnet de commandes début de période	22 788	65 111	8 606	-	-	-	96 505
Carnet de commandes fin de période	23 272	70 291	5 102	-	-	-	98 664
CHIFFRE D'AFFAIRES	16 841	27 651	5 619	19	50 129	286	50 415
Production immobilisée	488	1 350	173	11	2 021	-	2 021
Production stockée	172	549	376	-	1 098	7	1 105
Autres produits de l'activité	366	1 160	244	4	1 774	-	1 774
Achats consommés	(10 438)	(13 527)	(3 403)	710	(26 657)	(264)	(26 921)
Charges de personnel	(6 757)	(12 726)	(1 909)	(689)	(22 081)	(152)	(22 234)
Impôts et taxes	(229)	(311)	(75)	(9)	(624)	(2)	(626)
Autres produits et charges d'exploitation	(115)	(107)	(17)	30	(209)	15	(194)
EBITDA	328	4 038	1 008	76	5 450	(111)	5 340
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>1,9%</i>	<i>14,6%</i>	<i>17,9%</i>	<i>n/a</i>	<i>10,9%</i>	<i>n/s</i>	<i>10,6%</i>
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(231)	(2 828)	(406)	(242)	(3 708)	(7)	(3 714)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	97	1 210	602	(166)	1 743	(117)	1 626
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>0,6%</i>	<i>4,4%</i>	<i>10,7%</i>	<i>n/a</i>	<i>3,5%</i>	<i>n/s</i>	<i>3,2%</i>
Coûts de restructurations	(514)	(155)	-	-	(669)	-	(669)
Amortissement des incorporels reconnus à la JV lors des acquisitions	(83)	(111)	-	-	(194)	-	(194)
Impact de la liquidation de ECA SINDEL	-	-	-	-	-	(51)	(51)
Impact de la cession du fonds de commerce de SSI	-	-	-	-	-	181	181
Totaux des éléments non courants	(597)	(266)	-	-	(863)	130	(733)
RESULTAT OPERATIONNEL	(500)	944	602	(166)	880	13	892
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>-3,0%</i>	<i>3,4%</i>	<i>10,7%</i>	<i>n/a</i>	<i>1,8%</i>	<i>4,4%</i>	<i>1,8%</i>
Frais de recherche et développement activés sur l'exercice	488	1 233	173	-	1 893	-	1 893
Autres investissements corporels et incorporels	102	675	16	111	905	-	905

⁽¹⁾ Les ajustements concernent le classement des filiales ECA SINDEL et SSI, dont le groupe avait pris la décision de céder ou arrêter les activités et qui n'étaient donc pas intégrées au reporting opérationnel du Groupe.

3.2 Chiffre d'affaires par zone géographique

1^{ER} SEMESTRE 2019

(en milliers d'euros)	France	%	Europe	%	Autres	%	Totaux
Aerospace	12 571	67%	2 587	14%	3 563	19%	18 720
Robotique	12 551	35%	6 359	18%	16 929	47%	35 839
Simulation	1 063	41%	158	6%	1 348	52%	2 570
Structure et éliminations	(31)	100%	-	0%	-	0%	(31)
TOTAUX	26 155		9 103	16%	21 840	38%	57 098
%	46%		16%		38%		100%

1^{ER} SEMESTRE 2018

(en milliers d'euros)	France	%	Europe	%	Autres	%	Totaux
Aerospace	11 151	66%	2 693	16%	2 997	18%	16 841
Robotique	12 121	44%	2 639	10%	12 891	47%	27 651
Simulation	4 679	83%	87	2%	854	15%	5 619
Structure et éliminations	-	-	19	99%	-	1%	19
Ajustements	-	-	-	-	286	100%	286
TOTAUX	27 950		5 437		17 028		50 415
%	55%		11%		34%		100%

NOTE 4 DONNÉES OPÉRATIONNELLES

4.1 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
immobilisations incorporelles	(2 099)	(1 776)	(3 540)
immobilisations corporelles	(1 082)	(894)	(1 819)
immobilisations en location financement	-	(48)	(90)
Droits d'utilisation	(1 166)	-	-
Coûts d'obtention et exécution des contrats	(751)	(1 026)	(1 918)
SOUS-TOTAUX	(5 098)	(3 743)	(7 367)
DOTATIONS AUX PROVISIONS NETTES DES REPRISES			
stocks et encours	(262)	153	265
actif circulant	95	(84)	(0)
risques et charges	(451)	(40)	(346)
SOUS-TOTAUX	(618)	29	(81)
TOTAUX DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(5 716)	(3 714)	(7 448)

Les amortissements augmentent fortement au premier semestre 2019 essentiellement en raison des nouveaux amortissements relatifs aux droits d'utilisation (IFRS 16).

4.2 Stock et travaux en cours

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
Matières premières	12 650	12 093	11 976
Encours de production	5 890	3 720	4 020
Produits intermédiaires et finis	2 054	2 620	2 498
STOCKS ET ENCOURS, VALEURS NETTES	20 593	18 434	18 495

* Colonnes juin et décembre 2018 retraitées des reclassements détaillés en note 1.3.

Les travaux en cours attachés à des contrats à l'avancement sont désormais classés en « actifs de contrat » ou « passifs de contrats ».

4.3 Coûts d'obtention et d'exécution de contrats

En application d'IFRS 15, les coûts d'obtention de contrats sont inscrits à l'actif et amortis. Il s'agit très essentiellement de commissions sur ventes qui étaient auparavant constatés en charges au moment du fait générateur.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Coûts d'obtention de contrats	9 973	8 115	8 792
Amortissements	8 107	6 464	7 356
COÛTS D'OBTENTION DE CONTRATS, VALEURS NETTES	1 866	1 651	1 436

4.4 Clients, actifs et passifs sur contrats

Les créances clients sont des créances facturées donnant droit certain à un paiement.

Les « actifs sur contrats » et « passifs sur contrats » sont déterminés contrat par contrat. Les « actifs sur contrats » correspondent aux contrats en cours dont la valeur des actifs créés excède les avances reçues. Les passifs sur contrats correspondent à l'ensemble des contrats dans une situation où les actifs (travaux en cours, créances à l'avancement) sont inférieurs aux passifs (avances reçues des clients et produits différés enregistrés quand la facturation émise est supérieure au chiffre d'affaires reconnu à date). Ces rubriques découlent de l'application de la norme IFRS 15.

Le carnet de commandes (chiffre d'affaires restant à comptabiliser) est indiqué par pôle en note 3.1.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Créances clients	29 607	20 954	28 664
Pertes de valeurs	(1 556)	(1 554)	(1 459)
CLIENTS, VALEURS NETTES	28 052	19 400	27 206

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
Travaux en cours (a)	841	2 130	1 223
Créances à l'avancement (b)	66 544	67 543	60 072
Acomptes reçus (c)	28 408	40 270	29 085
Produits différés (d)	0	8	24
ACTIFS DE CONTRATS (a)+(b)-(c)-(d)	38 977	29 394	32 186

* Colonnes juin et décembre 2018 retraitées des reclassements détaillés en note 1.3.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
Travaux en cours (a)	217	62	315
Créances à l'avancement (b)	1 634	2 499	443
Acomptes reçus (c)	12 349	5 449	9 852
Produits différés (d)	3 928	4 845	3 581
Autres dettes (e)	2 149	1 489	1 380
PASSIFS DE CONTRATS (a)+(b)-(c)-(d)-(e)	(16 575)	(9 222)	(14 055)

* Colonnes juin et décembre 2018 retraitées des reclassements détaillés en note 1.3

4.5 Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	30/06/2019			31/12/2018
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Avances et acomptes versés	1 770	-	1 770	957
Débiteurs divers	1 384	(27)	1 357	1 645
Créances sociales et fiscales	4 690	-	4 690	2 885
Autres	3	-	3	3
Charges constatées d'avance	1 993	-	1 993	843
TOTAUX AUTRES DEBITEURS COURANTS	9 838	(27)	9 811	6 333

4.6 Autres passifs courants et non courants

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Fournisseurs	23 190	17 312
Fournisseurs d'immobilisations	2	-
TOTAUX FOURNISSEURS	23 193	17 312
Avances et acomptes reçus	1	-
Dettes sociales	8 909	8 846
Dettes fiscales	8 434	6 018
Dettes diverses	3 649	293
Produits différés relatifs au Crédit d'Impôt Recherche	4 555	4 440
TOTAUX DES AUTRES PASSIFS COURANTS	25 548	19 597
Avances conditionnées	300	300
TOTAUX DES AUTRES PASSIFS NON COURANTS	300	300

Les produits différés correspondent à du crédit d'impôt recherche qui sera constaté en résultat au fur et à mesure de l'amortissement des actifs correspondant.

Les dettes diverses incluent les dividendes votés en Assemblée Générale en juin 2019 et à verser en juillet 2019 pour 3,5 millions d'euros.

NOTE 5 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

5.1 Effectifs

	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Effectif total fin de période	626	656	614
Effectif moyen	625	664	579

5.2 Provisions pour retraites et engagements assimilés

Les provisions à long terme concernent uniquement les indemnités de départ en retraite pour 5 320 milliers d'euros. Pour ce semestre, les hypothèses retenues sont les mêmes qu'au 31 décembre 2018 hormis le taux d'actualisation qui a évolué de 1,58 % à 0,77 %. L'impact constaté sur les capitaux propres de la période, en raison de cette diminution de taux, s'élève à 484 milliers d'euros (SORIE).

NOTE 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

6.1 Ecart d'acquisition

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
VALEURS NETTES		
AU 1 ^{ER} JANVIER	17 079	17 483
Acquisitions	-	-
Variations de périmètre	-	(404)
Sorties	-	-
Autres mouvements	-	-
Effet des variations de change	-	-
AU 30 JUIN 2019	17 079	17 079
Dont dépréciations cumulées au 30 juin 2019	498	498

Les écarts d'acquisition ont diminué en 2018 du fait de la cession de la filiale EN Moteurs.

Les écarts d'acquisition se répartissent ainsi :

- Aérospace: 3 %
- Robotique : 97 %
- Simulation : -

6.2 Immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Projets de développements	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations en cours	TOTAUX
VALEURS BRUTES				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	48 335	10 332	32	58 699
Acquisitions	1 136	27	-	1 163
Variations de périmètre	-	-	-	-
Sorties	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-
Effet des variations de change	2	-	-	2
AU 30 JUIN 2019	49 473	10 359	32	59 864
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	29 975	8 677	-	38 652
Dotations aux amortissements	1 951	260	-	2 210
Variations de périmètre	-	-	-	-
Pertes de valeur	-	-	-	-
Sorties	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-
Effets des variations de change	2	-	-	2
AU 30 JUIN 2019	31 928	8 937	-	40 865
VALEURS NETTES				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	18 359	1 655	32	20 046
AU 30 JUIN 2019	17 545	1 422	32	18 999

Il n'a pas été identifié d'indices de pertes de valeur au cours du 1^{er} semestre 2019.

6.3 Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Terrains et constructions	Agencements et matériel	Matériel en location financement	Immobilisations en cours	TOTAUX
VALEURS BRUTES					
AU 31 DECEMBRE 2018	9 245	18 568	369	199	28 381
Application d'IFRS 16 sur les contrats de location financement	-	-	(369)	-	(369)
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	9 245	18 568	-	199	28 012
Acquisitions	32	879	-	251	1 162
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Sorties	-	(586)	-	-	(586)
Autres mouvements	-	(1 182)	-	(10)	(1 192)
Effet des variations de change	-	-	-	-	-
AU 30 JUIN 2019	9 277	17 679	-	440	27 396
Amortissements et pertes de valeurs					
AU 31 DECEMBRE 2018	4 475	13 487	253	-	18 215
Application d'IFRS 16 sur les contrats de location financement	-	-	(253)	-	(253)
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	4 475	13 487	-	-	17 962
Dotations aux amortissements	209	873	-	-	1 082
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Pertes de valeur	-	-	-	-	-
Sorties	-	(572)	-	-	(572)
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Effets des variations de change	-	-	-	-	-
AU 30 JUIN 2019	4 684	13 788	-	-	18 472
VALEURS NETTES					
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	4 769	5 081	-	199	10 049
AU 30 JUIN 2019	4 593	3 891	-	440	8 924

6.4 Droits d'utilisation des biens en location

Les droits d'utilisation des contrats de location retraités selon IFRS 16 s'inscrivent au bilan comme suit :

(en milliers d'euros)	Immobilier	Autres actifs corporels	TOTAUX
VALEURS BRUTES			
AU 31 DECEMBRE 2018	-	-	-
Reclassement des contrats de location financement (valeurs nettes)	-	117	117
Première application de la norme IFRS 16	4 529	428	4 957
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	4 529	545	5 074
Acquisitions	6 284	103	6 387
Variations de périmètre	-	-	-
Sorties	(429)	(4)	(433)
Autres mouvements	-	-	-
Effet des variations de change	-	-	-
AU 30 JUIN 2019	10 384	644	11 028
AMORTISSEMENTS			
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	-	-	-
Dotations aux amortissements	970	196	1 166
Variations de périmètre	-	-	-
Sorties	(429)	(4)	(433)
Autres mouvements	-	-	-
Effets des variations de change	-	-	-
AU 30 JUIN 2019	541	192	733
VALEURS NETTES			
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	4 529	545	5 074
AU 30 JUIN 2019	9 843	452	10 295

NOTE 7 DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE

7.1 Variation du besoin en fonds de roulement

(en milliers d'euros)	Note	Ouverture ⁽¹⁾	Mouvts de périmètre	Variation exercice	Autres mouvements ⁽²⁾	Écarts de conversion	CLOTURE
Stocks nets		18 495	-	905	1 192	-	20 593
Clients nets		27 206	-	846	-	-	28 052
Actifs sur contrats		31 473	-	7 504	-	1	38 977
Avances et acomptes		957	-	813	-	-	1 770
Charges constatées d'avance		636	-	1 357	-	-	1 993
SOUS-TOTAUX	A	78 767	-	11 425	1 192	1	91 384
Dettes fournisseurs		17 312	-	5 880	(2)	1	23 190
Passifs sur contrats		14 105	-	2 470	-	-	16 575
Avances et acomptes		-	-	1	-	-	1
Produits différés		48	-	158	-	-	206
SOUS-TOTAUX	B	31 465	-	8 508	(2)	1	39 972
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	C = A - B	47 302	-	2 916	1 194	-	51 412
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats		1 435	-	431	-	-	1 866
Créances fiscales et sociales		18 291	-	327	-	-	18 618
Comptes courants débiteurs		3	-	(0)	-	-	3
Débiteurs divers		848	-	508	-	-	1 357
SOUS-TOTAUX	D	20 577	-	1 266	-	-	21 843
Dettes fiscales et sociales		14 958	-	2 385	-	-	17 343
Intérêts courus		-	-	0	-	-	0
Dettes diverses et instruments dérivés		955	-	(216)	(4)	9	745
Produits différés relatifs au CIR et aux subventions		4 392	-	(43)	-	-	4 349
SOUS-TOTAUX	E	20 305	-	2 126	(4)	9	22 437
AUTRES ELEMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	F = D - E	272	-	(860)	4	9	(594)
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	G = C + F	47 574	-	2 056	1 197	(9)	50 818

⁽¹⁾ À l'ouverture, des reclassements ont été effectués, voir note 1.3.

⁽²⁾ La colonne « Autres mouvements » concerne des flux qui n'ont pas touché le résultat des activités poursuivies ni généré de mouvement de trésorerie.

7.2 Trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales

En 2018 le Groupe a cédé la société EN MOTEURS, dont une partie du prix de cession a été encaissé en 2019.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Encaissements	797	2 217
Décaissements	-	-
Trésorerie des sociétés cédées	-	(549)
TOTAUX	797	1 668

NOTE 8 FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 Endettement financier brut

ECA avait contractée en juillet 2018 une ligne de crédit d'investissement de 3 millions d'euros. A fin 2018 le crédit était tiré à hauteur de 2 millions d'euros. Le million résiduel a été tiré au cours du 1^{er} semestre 2019. Par ailleurs, ECA SA a réduit de 2,0 millions d'euros l'utilisation de ses lignes RCF (*Revolving credit facility*).

Variation des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Dettes liées aux contrats de location-financement	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières diverses	DETTES FINANCIERES	Concours bancaires courants	ENDETTEMENT FINANCIER BRUT ⁽²⁾
AU 31 DECEMBRE 2018	110	17 952	1 707	19 769	131	19 900
Reclassement des contrats de location-financement	(110)	-	-	(110)	-	(110)
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	-	17 952	1 707	19 659	131	19 790
Emission/souscription de nouveaux emprunts	-	1 000	-	1 000	10	1 010
Remboursements	-	(2 463)	(344)	(2 807)	(131)	(2 938)
Autres variations ⁽¹⁾	-	2	-	2	-	2
Entrées/sorties de périmètre	-	-	-	-	-	-
Effet des variations de change	-	-	-	-	-	-
AU 30 JUIN 2019	-	16 491	1 364	17 854	10	17 864

⁽¹⁾ Variations sans impact sur la trésorerie, liées aux taux d'intérêt effectifs et aux intérêts courus des emprunts.

⁽²⁾ N'inclut pas la dette de loyers calculée selon IFRS 16.

Échéancier des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	30/06/2019	Ventilation des échéances à plus d'un an						
		< 1 an	> 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	>5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	16 491	11 060	5 430	1 462	1 446	980	847	696
Autres dettes financières diverses	1 364	442	927	14	14	14	-	884
ENDETTEMENT FINANCIER HORS CONCOURS BANCAIRES COURANTS	17 854	11 502	6 357	1 477	1 460	995	847	1 580
Concours bancaires courants	10	10	-	-	-	-	-	-
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	17 864	11 512	6 357	1 477	1 460	995	847	1 580

Les emprunts à moins d'un an incluent 10 millions de tirages renouvelables effectués par ECA SA dans le cadre de deux lignes RCF de 10 millions d'euros chacune qui sont à échéance en juillet 2020 et juillet 2021.

ECA dispose donc au 30 juin 2019 de 10 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées.

8.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2019	01/01/2019*
Trésorerie disponible (a)	6 225	6 227
Instruments financiers assimilables (a')	9	-
Concours bancaires courants (b)	10	131
Trésorerie apparaissant au TFT (c)=(a)+(a')-(b)	6 224	6 096
Endettement financier hors concours bancaires courants (d)	17 854	19 659
TRÉSORERIE (DETTE) NETTE (e)=(c)-(d)	(11 630)	(13 563)
Auto contrôle (f)	1 965	773
TRÉSORERIE (DETTE) NETTE AJUSTÉE, AVANT IFRS 16 (g)=(e)+(f)	(9 665)	(12 790)

* La colonne 1^{er} janvier 2019 inclut le reclassement de la dette de location financement en dette de loyer, en application d'IFRS 16.

8.3 Dette de loyers valorisée selon IFRS 16

Les dettes de loyer valorisées selon IFRS 16 ont varié comme suit :

(en milliers d'euros)	Dettes liées aux contrats de location
AU 31 DECEMBRE 2018	-
Reclassement de la dette de location financement	110
Première application de la norme IFRS 16	4 753
AU 1^{ER} JANVIER 2019	4 863
Nouveaux contrats de location	6 387
Remboursements	(955)
Autres variations ⁽¹⁾	3
Entrée/sortie de périmètre	-
Effet des variations de change	-
AU 30 JUIN 2019	10 298

⁽¹⁾ Variations sans impact sur la trésorerie, liées aux intérêts courus.

Échéancier de la dette de loyers

(en milliers d'euros)	30/06/2019	Ventilation des échéances à plus d'un an						
		< 1 an	> 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	>5 ans
DETTE DE LOYERS SELON IFRS 16	10 298	1 788	8 509	1 575	1 451	1 334	1 224	2 926

8.4 Instruments financiers dérivés

Les actionnaires minoritaires de MAURIC disposent d'options de vente exerçables dans le cadre d'un pacte d'actionnaires conclu en novembre 2016 et pendant une période de 10 ans. Ces options sont valorisées à la juste valeur par capitaux propres.

(en milliers d'euros)	Ouverture	Entrée	Résultat 2019	Effet capitaux propres	Autres	Clôture
Option d'achat MAURIC	347	-	-	(4)	-	343
TOTAUX AUTRES PASSIFS FINANCIERS	347	-	-	(4)	-	343

8.5 Titres de participation non consolidée

Le Groupe détient une participation de 4,02 % dans la société WANDERCRAFT. La société a réalisé une augmentation de capital en juin 2019 (qui explique la dilution du Groupe, qui détenait 4,69% au 31 décembre 2018). En application d'IFRS 9, les titres WANDERCRAFT ont été évalués à leur juste valeur par le biais du résultat. L'impact sur le résultat du semestre s'élève à 1 million d'euros, sur la ligne « autres produits et charges d'exploitation » du compte de résultat.

(en milliers d'euros)	Ouverture	Entrée	Résultat 2019	Effet capitaux propres	Autres	Clôture
WANDERCRAFT	500	-	996	-	-	1 496

8.6 Charges et produits financiers

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Intérêts et charges assimilées	(57)	(75)	(140)
Produits des autres valeurs mobilières	3	3	2
Résultat net sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	16	23
Coût de l'endettement financier net	(54)	(56)	(115)
Autres intérêts et produits assimilés	363	642	647
Charges d'intérêts des dettes de loyer	(34)	-	-
Différence nette de change	(37)	147	136
Dotations financières nettes des reprises	0	(6)	-
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	238	727	668

Les autres produits financiers incluent des intérêts moratoires perçus dans le cadre de remboursements de créances de crédit d'impôt recherche, pour 623 milliers d'euros en 2018 et 363 milliers d'euros en 2019.

NOTE 9 IMPOT SUR LES RÉSULTATS

9.1 Détail des impôts sur les résultats

Une intégration fiscale est réalisée par la société ECA SA avec l'ensemble des sociétés françaises pour lesquelles les conditions réglementaires sont réunies.

Ventilation de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
Impôts différés	265	(137)	(570)
Impôts exigibles	(982)	(440)	(1 338)
CHARGE D'IMPOT	(717)	(576)	(1 908)

La charge d'impôt n'inclut pas le Crédit Impôt Recherche (CIR) ni le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE), classés en « Autres produits de l'activité ». Elle inclut en revanche la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Dettes et créances d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Créance d'impôt	13 928	15 405
Impôt exigible	-	94
CREANCE / (DETTE) D'IMPOT NETTE	13 928	15 311

Les créances d'impôt sont constituées principalement de créances de Crédit d'Impôt Recherche et de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi qui n'ont pas pu être imputées sur de l'impôt à payer.

9.2 Impôts différés

Ventilation des impôts différés par nature

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Différences temporelles		
Retraites et prestations assimilées	1 143	1 000
Frais de développement	(3 886)	(4 032)
Subventions	(39)	10
Location financement	(62)	(61)
Juste valeur – IFRS 3	19	16
Actifs et passifs sur contrats - IFRS 15	(19)	80
Autres	120	21
SOUS-TOTAUX	(2 723)	(2 966)
Décalages temporaires	237	329
Déficits reportables	4 788	4 565
CVAE	(15)	(20)
TOTAUX	2 286	1 908
IMPOTS DIFFÉRÉS PASSIF	-	-
IMPOTS DIFFÉRÉS ACTIF	2 286	1 908

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

10.1 Capitaux propres

Au 30 juin 2019, le capital social de ECA SA s'élève à 4 428 956,50 €, constitué de 8 857 913 actions de 0,5 euro de nominal chacune, totalement libérées.

Il n'a pas été versé de dividende en 2018. Un dividende de 0,40 euro par action a été décidé en Assemblée Générale en juin 2019 pour un total de 3 547 milliers d'euros, il est versé en juillet 2019.

Répartition du capital

	30 juin 2019				31 décembre 2018			
	Actions	% de capital	Droits de vote exerçables en AG ⁽¹⁾	% droits de vote exerçables en AG	Actions	% de capital	Droits de vote exerçables en AG ⁽¹⁾	% droits de vote exerçables en AG
GROUPE GORGÉ	5 414 312	61,12 %	10 828 624	75,71 %	5 414 312	61,12 %	10 828 624	75,68 %
Auto-détention	76 148	0,86 %	-	-	78 360	0,88 %	-	-
Public	3 367 453	38,02%	3 474 238	24,30 %	3 365 241	37,99 %	3 480 549	24,32 %
...dont salariés (FCPE)	18 248	0,21 %	36 496	0,26 %	20 733	0,23 %	41 466	0,29 %
TOTAUX	8 857 913	100 %	14 302 862	100 %	8 857 913	100 %	14 309 173	100 %

⁽¹⁾ Les droits de vote exerçables en AG excluent les titres détenus en auto-détention. Le nombre de droits de vote théoriques peut être obtenu en additionnant le nombre de droits de vote exerçables en AG et le nombre de titres détenus en auto-détention.

Le 25 mars 2019 la société FINANCIERE ARBEVEL, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 5% du capital et détenir à cette date 445 157 actions ECA.

10.2 Résultat par action

	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Nombre moyen pondéré d'actions	8 781 765	8 779 367	8 779 553
Dividende par action versé au titre de l'exercice	-	-	ND
RÉSULTAT PAR ACTION <i>(en euros)</i>	0,365	0,118	0,664
RÉSULTAT PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES <i>(en euros)</i>	0,365	0,118	0,664
Actions potentielles dilutives	-	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	8 781 765	8 779 367	8 779 553
RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ <i>(en euros)</i>	0,365	0,118	0,664
RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES <i>(en euros)</i>	0,365	0,118	0,664

NOTE 11 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

<i>Provisions (en milliers d'euros)</i>	Litiges	Garanties données aux clients	Pertes à terminaison	Amendes et pénalités	Autres	Totaux
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	117	745	464	45	1 484	2 854
Dotations	-	95	38	15	129	277
Utilisations	(54)	(50)	(49)	(3)	(109)	(264)
Reprises	-	(32)	(3)	-	-	(35)
IMPACT SUR LE RESULTAT DE PERIODE	(54)	13	(13)	12	20	(22)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	(9)	(9)
Effet des variations de change	-	-	-	-	-	-
AU 30 JUIN 2019	63	758	451	57	1 495	2 824

NOTE 12 TRANSACTIONS REALISEES AVEC DES PARTIES LIEES

Les parties liées sont les personnes (administrateurs, dirigeants d'ECA SA ou des principales filiales) ou les sociétés détenues ou dirigées par ces personnes. Les transactions suivantes réalisées par le groupe au cours du semestre avec des parties liées ont été identifiées :

<i>en milliers d'euros, dans les comptes du groupe</i>	GUILLERME SAS	GROUPE GORGÉ	FILIALES de GROUPE GORGÉ	ADMINISTRATEUR
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires	-	-	73	-
Autres produits	-	3	0	-
Achats et charges externes	(872)	(441)	(142)	-
Charges de personnel	-	-	-	(117)
Bilan				
Créances clients	1 079	2	30	-
Comptes courants débiteurs		2 166		
Dettes fournisseurs		265	109	-
Comptes courants créditeurs	-	-	-	-
Dettes diverses	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Dépôts de garantie reçus	-	-	-	-

GROUPE GORGÉ est la société actionnaire principal d'ECA SA à hauteur de 61,12 %. Elle est présidée par Raphaël GORGÉ, président d'ECA SA.

NOTE 13 AUTRES NOTES

13.1 Engagements et passifs éventuels

Les engagements du groupe tels qu'ils figurent dans l'annexe aux comptes consolidés 2018 n'ont pas évolué de façon significative.

13.2 Faits exceptionnels et litiges

La société et ses filiales sont engagées dans diverses procédures concernant des litiges. Après examen de chaque cas et après avis des conseils, les provisions jugées nécessaires ont été, le cas échéant, constituées dans les comptes.

Aucune évolution significative des litiges n'est à mentionner par rapport aux informations données dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018.

13.3 Événements postérieurs

Les lignes de crédit confirmées du Groupe ont été réaménagées au cours de l'été 2019. Une nouvelle ligne de crédit de 15 millions d'euros a été mise en place avec LCL, confirmée sur 5 ans. Une ligne existante de 10 millions d'euros avec le CIC à échéance juillet 2021 doit faire l'objet d'un avenant en septembre pour être portée à 15 millions d'euros échéance septembre 2024. Enfin, une ligne existante de 10 millions d'euros avec BNPP échéance juillet 2020 est en cours de renouvellement pour le même montant, échéance 2022. Le Groupe va donc disposer de 40 millions de lignes de crédit confirmées, échéance mi-2022 pour 10 millions et mi-2024 pour 30 millions.

Il n'y a pas d'autre événement significatif intervenu entre le 30 juin 2019 et la date du Conseil d'administration qui a procédé à l'arrêté des comptes consolidés condensés.

NOTE 14 LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

Sociétés	Société mère au 30 juin 2019	% de contrôle		% d'intérêt		Méthode	
		Juin 2019	Décembre 2018	Juin 2019	Décembre 2018	Juin 2019	Décembre 2018
Structure							
ECA SA	Société consolidante	Top	Top	Top	Top	IG	IG
ECA DEV 1 ⁽¹⁾	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
Aerospace							
ECA AEROSPACE	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
ECA AUTOMATION (anciennement ECA CNAI)	ECA AEROSPACE	100	100	100	100	IG	IG
ECA SINTERS ⁽²⁾	ECA AEROSPACE	-	100	-	100	-	IG
ELTA ⁽²⁾	ECA AEROSPACE	-	100	-	100	-	IG
Robotique							
ECA DYNAMICS ⁽¹⁾	ECA SA	51	51	51	51	IG	IG
ECA GROUP ASIA (Singapour)	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
ECA ROBOTICS	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
ECA ROBOTICS BELGIUM (Belgique)	ECA ROBOTICS	100	100	100	100	IG	IG
EN MOTEURS ⁽³⁾	ECA EN	-	-	-	-	-	-
MAURIC	ECA SA	60,06	60,06	60,06	60,06	IG	IG
TRITON IMAGING ⁽¹⁾ (États-Unis)	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
1ROBOTICS ⁽¹⁾ (États-Unis)	ECA SA	29,89	29,89	81	81	MEQ	MEQ
Simulation							
ECA FAROS	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG
OK18 SYSTEMS ⁽¹⁾⁽⁴⁾ (États-Unis)	ECA SA	100	100	100	100	IG	IG

⁽¹⁾ société sans activité.

⁽²⁾ ECA SINTERS et ELTA ont fusionné avec ECA AEROSPACE en date du 3 janvier 2019.

⁽³⁾ Consolidée jusqu'à sa sortie du périmètre le 10 décembre 2018.

⁽⁴⁾ Anciennement dénommée SSI.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019)

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

RSM PARIS

26 rue Cambacérés
75008 Paris

Aux Actionnaires,

ECA SA

262, rue des Frères Lumières
83130 La Garde

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ECA SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1. 3. 2 « Application d'IFRS 16 – Contrats de location » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés qui expose l'incidence de l'application au 1^{er} janvier 2019 de la nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 18 septembre 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

David Clairotte

RSM PARIS

Stéphane Marie

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-avant présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Guenael GUILLERME, Directeur Général